



Centrer les voix des migrants africains dans les débats sur la migration Afrique/UE

Johannesburg, Afrique du Sud

Date de publication: Juin 2021

Rapporteur: Dr Chenai Matshaka-Munyaka, chercheur senior à l'Institute for Pan-African Thought and Conversation, Université de Johannesburg

Examineurs: Dr Adeoye O. Akinola, responsable recherche et enseignement, IPATC; et Dr Jesper Bjarnesen, chercheur senior au Nordic Africa Institute, Suède

Editeurs: Prof Adekeye Adebajo, Directeur, IPATC, UJ; et Ms Glenda Younge, consultante indépendante

Traductrice français et anglais: Mlle. Christine Vaissiere, consultante indépendante

5 MOLESEY AVENUE, AUCKLAND PARK 2092, JOHANNESBURG, AFRIQUE DU SUD

TÉL : +27 11 559 7230 ■ FAX : +27 865 527 6448 ■ SITE INTERNET: <http://ipatc.joburg/>



1. Introduction

Comblent le fossé entre les politiques migratoires africaines et européennes reste une question essentielle à la régularisation de la mobilité entre les deux continents dans le contexte du Pacte mondial 2018 des Nations Unies (ONU) pour une migration sûre, ordonnée et régulière. Malgré des points de vue politiques divergents sur la migration, les responsables politiques africains et européens ont réussi à faciliter le dialogue en matière de gouvernance migratoire. Cependant, ces conversations ont largement exclu les migrants africains, qui sont au centre de ces réponses politiques.

Afin d'organiser un forum pour discuter d'idées concrètes permettant l'élaboration de politiques, l'Institute for Pan-African Thought and Conversation (IPATC) de l'Université de Johannesburg (UJ) en Afrique du Sud et le Nordic Africa

Institute (NAI) basé en Suède, ont organisé deux webinaires conjoints les 26 mars et 7 mai 2021 sous le thème « Centrer les voix des migrants africains dans les débats sur la migration Afrique/UE ». Les deux réunions ont fourni aux responsables politiques africains et européens, aux experts en migration et aux militants de la société civile des deux continents l'occasion d'engager un dialogue avec les porte-paroles des migrants africains en Europe et de réfléchir à leur participation en matière d'élaboration de politiques dans le cadre du Pacte mondial 2018 et le nouveau pacte de l'UE 2020 sur les migrations et le droit d'asile. Les deux webinaires visaient également à consolider une communauté de pratiques (CoP) de 130 membres sur la mise en œuvre du Pacte mondial des Nations Unies, qui a été établi par l'IPATC en 2019. Ce groupe informel comprend des représentants des gouvernements africains et européens, de l'ONU, de l'Organisation internationale pour la Migration (OIM), des organismes régionaux africains, ainsi que des experts politiques, des universitaires et des militants de la société civile des deux continents.

M. Joseph Peters, un migrant de la Sierra Leone affilié au Centre pour les réfugiés Joel Nafuma (JNRC) à Rome, en Italie, et le Dr Joy Kategekwa, la conseillère stratégique auprès du directeur du Bureau régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à New York, ont été les principaux intervenants du premier webinaire le 26 mars 2021, présidé par le Dr Adeoye Akinola, responsable de la recherche et de l'enseignement à l'IPATC à Johannesburg. 51 personnes ont participé au webinaire. Les intervenants du deuxième webinaire du 7 mai 2021 étaient M. Kitimbwa Sabuni, porte-parole de l'Association nationale des Afro-Suédois en Suède ; Dr Tekalign Mengiste, chercheur principal à l'Université d'Addis-Abeba en Éthiopie ; et M. Bora Kamwanya, consultant en expérience de la diaspora à la Fondation africaine pour le développement (AFFORD) à Londres, en Angleterre. Dr Jesper Bjarnesen, chercheur principal au Nordic Africa Institute en Suède, a présidé la réunion. 70 personnes ont participé au webinaire.

Ce rapport est basé sur les présentations, discussions clés et recommandations politiques qui ont émergé des deux réunions auxquelles s'ajoutent des recherches supplémentaires.

“ Les responsables politiques africains et européens ont réussi à faciliter le dialogue en matière de gouvernance migratoire. Cependant, ces conversations ont largement exclu les migrants africains qui sont au centre de ces réponses politiques. ”



M. JOSEPH PETERS, UN MIGRANT DE LA SIERRA LEONE, ÉTAIT L'UN DES PRINCIPAUX INTERVENANTS LORS DU PREMIER WEBINAIRE ORGANISÉ PAR L'IPATC/NAI EN MARS 2021.

SOURCE DE L'IMAGE - IPATC
LIEN - <https://ipatc.joburg/3-centering-the-voices-of-african-migrants-in-africa-european-union-eu-migration-debates/>

2. Causes profondes, moteurs et facteurs d'attraction

Les motifs de migration sur le continent africain et au-delà sont multiples et évolutifs. L'idée de creuser les « causes profondes » de la migration, émanant des discours politiques européens des années 1980, s'est amplifiée depuis la « crise des réfugiés » européenne de 2015/2016. Les causes profondes sont faites de conditions sociales, politiques et économiques censées entraîner une mobilité transfrontalière. Dans un contexte africain, les enjeux sécuritaire et de développement englobent largement le récit dominant à travers lequel la migration à l'intérieur du continent et vers l'UE a été formulée. Alors que les conflits et l'instabilité se propagent dans certains pays africains tels que le Mali, le Nigéria, le Niger et la Libye, la migration continue de se produire le long de la route maritime de la côte méditerranéenne aux îles Canaries.

Ces conflits, ainsi que les thèmes récurrents autour de la pauvreté, du changement climatique et du niveau médiocre de gouvernance peuvent être assimilés en tant que facteurs d'incitation à la migration hors d'Afrique, tandis que la stabilité économique, sociale et politique peut être conçue comme le facteur « d'attraction » attirant les migrants africains vers l'UE. Cependant, en mettant uniquement l'accent sur les « causes profondes », on omet d'autres « moteurs » de migration, comment notamment les réseaux sociaux, l'accès à l'information et autres ressources permettant la mobilité, éliminant ainsi les dimensions clés de la compréhension de la migration Afrique/UE. Ceci, à son tour, a un impact sur les réponses politiques, car les particularités importantes de cette migration sont souvent ignorées dans ce discours.

Comme le montre le rapport 2019 du PNUD, *Scaling Fences: Voices of Irregular African Migrants to Europe* [Au-delà des barrières: la voix des migrants africains irréguliers en Europe], qui a rassemblé le témoignage de plus de 1 000 migrants de 39 États africains dans 13 pays de l'UE, les principales raisons de la migration Afrique/UE ne peuvent tout simplement être cantonnées aux « causes profondes » identifiées. Les raisons de la migration Afrique/UE indiquent également la recherche de meilleures opportunités professionnelles par des Africains instruits et qualifiés, qui gagnent cependant déjà leur vie dans leur pays d'origine. Le rapport du PNUD note que 50 % des migrants interviewés ont quitté leur pays d'origine bien qu'ils aient déjà un emploi et un revenu. Dans de tels cas, la perspective d'un meilleur salaire et d'envois de fonds plus importants vers leur pays d'origine sont les deux principales motivations car ils sont une source essentielle de moyens de subsistance. La Banque mondiale a indiqué qu'en 2020, 42 milliards de dollars d'envois de fonds avaient été transférés en Afrique subsaharienne. Ces envois de fonds ont également joué un rôle important dans la création d'opportunités permettant à d'autres d'émigrer vers les pays de l'UE. Comme indiqué dans *Scaling Fences*, 53 % des personnes interrogées ont reconnu que le soutien financier entre autres de leur famille et amis avait été essentiel pour faciliter leur migration vers l'Europe.

Alors que la migration africaine vers l'UE continue d'être principalement volontaire et légale, la gouvernance migratoire de l'UE de plus en plus restrictive a poussé de nombreux migrants à recourir à des voies clandestines.



“ Le rapport 2019 du PNUD, « *Scaling Fences: Voices of Irregular African Migrants to Europe* », note que 50% des migrants ayant été interviewés ont quitté leur pays d'origine bien qu'ils aient déjà un emploi et un revenu. ”

IMAGE ADAPTÉE DU RAPPORT 2019 DU PNUD, « *SCALING FENCES: VOICES OF IRREGULAR AFRICAN MIGRANTS TO EUROPE* ».

SOURCE DE L'IMAGE - UNDP

LIEN - <https://www.undp.org/publications/scaling-fences-voices-irregular-african-migrant-europe>



“ Lors de la « crise migratoire » de 2015 en Europe, plus d'un million de personnes ont traversé la Méditerranée vers l'UE, en provenance principalement de Syrie, d'Afghanistan et d'Irak. ”

LES ONGS EUROPÉENNES ORGANISENT UNE MISSION DE SAUVETAGE EN NOVEMBRE 2017.

SOURCE DE L'IMAGE - Médecins Sans Frontières
 CRÉDIT PHOTO - Maud Veith/SOS Méditerranée
 LIEN - <https://msf.org.uk/issues/mediterranean-search-and-rescue>

3. Les conditions de la migration africaine clandestine

Lors de la « crise migratoire » de 2015 en Europe, plus d'un million de personnes traversaient la Méditerranée pour entrer dans l'UE, en provenance principalement de Syrie, d'Afghanistan et d'Irak. Cette année-là, l'Organisation internationale pour les migrations a signalé 170 100 arrivées par la mer de migrants et de réfugiés africains dans l'UE ainsi que 3 149 décès. En 2020, 33 418 nouveaux arrivants ont été enregistrés et 983 décès. Les deux webinaires IPATC/NAI en mars et mai 2021 ont souligné la détermination des migrants africains par voie autorisée ou en situation clandestine en Europe à braver les périls d'un voyage, l'hostilité des communautés d'accueil, et la difficulté de gagner suffisamment d'argent pour assurer l'avenir de leurs enfants, tout en contribuant à leur communautés en envoyant des fonds dans leurs foyers.

Comme ils en témoignent à travers les webinaires, les migrants africains clandestins sont confrontés au danger et se trouvent en situation vulnérable dès le départ de leur pays d'origine. Plusieurs états africains comme la Libye et le Mali, pays de transit obligatoire pour ces migrants, sont en général en état d'instabilité politique et sociale. Les migrants y sont souvent brutalisés, réduits en état d'esclavage, vendus aux enchères voire l'objet de demande de rançon par des groupes armés libyens. Les migrants africains noirs sont particulièrement vulnérables car confrontés au racisme et à la xénophobie dans les pays arabophones d'Afrique du Nord comme la Libye, le Maroc et la Tunisie. Les témoignages d'esclavage infligés par des groupes armés libyens, partagés lors des webinaires, ont mis en évidence l'impact humain au coeur des systèmes de gouvernance sur la migration qui poussent de nombreux migrants africains à emprunter des voies clandestines à travers la Méditerranée.

En Libye, de nombreux migrants africains ont été arbitrairement détenus dans des établissements contrôlés par le gouvernement – le Orwellian sounding Directorate for Combatting Illegal Migration (DCIM) – durant des périodes indéterminées et ce dans des conditions inhumaines. Un rapport de 2019 de la Commission des femmes réfugiées, basée à New York, a révélé des violences sexuelles généralisées contre les migrants emprisonnés en Libye, quelque soit le sexe. De nombreux migrants africains arrêtés et détenus dans des pays de transit meurent souvent en captivité et n'atteignent jamais l'Europe. L'OIM a estimé qu'il y avait au moins 700 000 migrants détenus dans de telles conditions en Libye entre 2016 et 2020.

Les migrants africains qui parviennent à s'échapper des pays de transit et qui font le voyage par la mer sur des embarcations précaires, encourent souvent de grands dangers. Ils risquent d'être interceptés par les garde-côtes nord-africains soutenus par l'UE dont le rôle est d'empêcher les bateaux de migrants d'atteindre les côtes européennes. En mars 2021, l'OIM a signalé que, depuis le début de cette année, 4 159 migrants avaient été interceptés en Méditerranée par les garde-côtes libyens et renvoyés dans la nation maghrébine pour faire face à une détention indéfinie dans des conditions souvent déplorables. Les migrants africains atteignant l'Europe sont souvent confrontés à des humiliations, discriminations et autres violations des droits humains, y compris celui de se voir refuser l'accès aux services de base, pendant la période passée dans les camps en attente de régularisation.

4. Race, migration et appartenance

Selon Eurostat, agence basée au Luxembourg, un nombre record de 1,3 million de personnes - principalement originaires de Syrie, d'Afghanistan et d'Irak - ont demandé l'asile dans l'UE et dans d'autres États européens au cours de la « crise migratoire » européenne de 2015. Cette augmentation du nombre de migrants cherchant à s'installer en Europe a renforcé les discours et sentiments anti-immigration sur les territoires de l'UE, confirmant ainsi l'intersectionnalité de la race, de la migration et de l'appartenance.

Les politiciens de droite européens ont capitalisé sur ce discours anti-immigré depuis 2015, augmentant les craintes d'un afflux massif de migrants en situation irrégulière qui constituerait une menace majeure pour la sécurité des pays et des citoyens européens. Un rapport politique de 2020 du Réseau européen de recherche sur les politiques économiques et fiscales, financé par l'Allemagne, note que la politique anti-immigration a entraîné des gains importants pour les partis de droite à travers l'Europe. Cette recherche qui s'est concentrée sur l'Autriche, le Danemark, l'Italie, la Suède et la Suisse, a conclu que l'augmentation du nombre de migrants entrant dans l'UE a coïncidé avec le succès électoral des partis d'extrême droite dans ces pays.

Ces développements politiques ont contribué à la multiplication de groupes de vigilantistes de droite, nouveaux et existants, à travers l'Europe, ayant pour tâche la promotion de crimes haineux envers les migrants. Dans son rapport de 2020 sur les droits humains au sein de l'UE, Human Rights Watch, basé à New York, a noté qu'au premier semestre 2019, 609 attaques contre des réfugiés et des demandeurs d'asile ont été enregistrées en Allemagne, dont 60 attaques contre des centres d'accueil pour réfugiés et 14 attaques sur les organisations de secours travaillant avec les réfugiés et les migrants. Le rapport a en outre souligné le refus de financement public aux organisations non gouvernementales (ONG) travaillant avec les réfugiés et les migrants en Pologne.

À partir des discussions qui se sont tenues lors des deux webinaires IPATC/NAI en mars et mai 2021, les résultats racialisés de la migration ont également eu un impact sur les migrants africains qui continuent d'être victimes de discrimination même après avoir obtenu leur citoyenneté dans les pays de l'UE. Les migrants africains vivant dans l'UE ont noté que, bien qu'ils soient titulaires d'une carte de séjour, ils restent généralement considérés comme étant en situation irrégulière. Ce sentiment d'insécurité se répercute sur les enfants de ces migrants qui, bien qu'ayant souvent la nationalité européenne, sont encore souvent traités avec une profonde méfiance et considérés comme des étrangers.



“ Human Rights Watch a noté qu'au premier semestre 2019, 609 attaques contre des réfugiés et des demandeurs d'asile ont été enregistrées en Allemagne, dont 60 attaques contre des abris pour réfugiés et 14 attaques contre des organisations de secours travaillant avec les réfugiés et les migrants. ”

MEMBRES DE GROUPES POPULISTES DE DROITE RASSEMBLÉS À COLOGNE, EN ALLEMAGNE, JANVIER 2016.

SOURCE DE L'IMAGE - International Business Times
 CRÉDIT PHOTO - Sascha Schuermann/Getty Images
 LIEN - <https://www.ibtimes.com/eu-refugee-crisis-2016-10-million-more-asylum-seekers-heading-europe-german-official-2259181>

Un rapport de 2016 sur la race et la discrimination en Europe effectué par le Réseau européen contre le racisme (ENAR), organisme basé à Bruxelles, note qu'en France, par exemple, les descendants de migrants africains avaient des taux d'emploi inférieurs à ceux de tous les autres groupes de migrants. Bien que cette situation ne s'étend pas à tous les pays de l'UE, il est alarmant de voir que ces récits illustrent les expériences de tant de migrants africains cherchant à entrer en Europe. La migration et la race coexistent donc étroitement dans les expériences vécues par de nombreux migrants africains à travers l'UE.

5. La diaspora africaine et les perspectives de développement socio-économique en Afrique

Un rapport de 2018 du Centre commun de recherche (JRC) organisme italien basé à Ispra, indique qu'en 2017, les 28 pays de l'UE de l'époque accueillaient 9,1 millions de migrants nés en Afrique. Le Pew Research Center, basé à Washington, a en outre observé dans un rapport de 2018 que le plus grand nombre de migrants africains dans l'UE en 2017 était concentré dans seulement quatre pays : la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et le Portugal. Les nouveaux migrants africains suivent souvent les traces de leurs prédécesseurs, y compris ceux de leur famille et connaissances, soulignant ainsi l'importance d'une présence de la diaspora dans une destination particulière lors de la prise de décision d'émigrer. Les migrations, notamment africaines, sont donc souvent le résultat d'un effort collectif nécessitant non seulement des ressources financières, mais aussi l'accès à l'information et aux réseaux.

Malgré la migration continue de l'Afrique vers l'UE et l'Amérique du Nord, les migrants africains conservent généralement des liens étroits avec leur pays d'origine. Dans un rapport de 2011, l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) basée à Paris a noté que les envois de fonds sont souvent associés à la cohésion sociale, ainsi qu'à un sentiment d'appartenance, de partage et de confiance qui est lié à un désir de la diaspora africaine de redonner au continent à travers le capital social et financier. Pour l'Afrique, les envois de fonds de 42 milliards de dollars en 2020 constituent la plus grande source d'afflux internationaux nets après les investissements directs étrangers et ont souvent dépassé l'aide étrangère au cours de ces dernières années. C'est une démonstration claire de la résilience de la diaspora africaine qui s'est engagée dans le développement socio-économique de son continent d'origine, même au milieu de la pandémie mondiale de COVID-19 qui a nui à leurs moyens de subsistance.

Outre les contributions financières, la diaspora africaine d'Éthiopiens, de Sénégalais et de Congolais apporte également des compétences précieuses, un sens aigu des affaires et des technologies à leur pays d'origine. Les flux non financiers vers l'Afrique par la diaspora comprennent également des idées sociales et politiques liées aux droits humains, à une gouvernance efficace et à d'autres préoccupations sociopolitiques. Cela était évident dans les protestations des membres de la diaspora africaine contre la mauvaise gouvernance au Nigeria lors de la campagne « #End SARS » d'octobre 2020 contre la brutalité policière.



“ La Commission de l'UA a créé la Direction des citoyens africains pour traiter les questions relatives à la diaspora africaine et à leurs pays d'origine. ”

LE SIÈGE DE L'UNION AFRICAINE À ADDIS ABEBA, ETHIOPIE.

SOURCE DE L'IMAGE - Council on Tall Buildings and Urban Habitat
CRÉDIT PHOTO - Tong Ji Architectural Design (Group) Co., Ltd.
LIEN - <https://www.skyscrapercenter.com/building/african-union-headquarters/13950>

La coopération entre les gouvernements africains et la diaspora se manifeste également dans des initiatives dans lesquelles 15 pays africains ont établi des ministères et des institutions pour travailler avec la diaspora sur divers programmes de développement. La Commission de l'Union africaine (UA) basée à Addis-Abeba a également créé la Direction des citoyens africains pour traiter des questions relatives à la diaspora africaine et à leurs pays d'origine. Les institutions internationales telles que l'ONU et la Banque mondiale ont reconnu le rôle de la diaspora africaine en tant que « quatrième acteur de l'aide au développement », avec les gouvernements, les agences de développement traditionnelles et les organisations internationales.

6. Recommandations de politiques

Les cinq recommandations politiques suivantes ont émergé des dialogues politiques IPATC/NAI en mars et mai 2021:

1. Premièrement, les gouvernements africains doivent s'engager dans un développement transformateur sur le continent afin d'élargir les opportunités pour leurs citoyens dans tous les secteurs de l'économie. Ils devraient également assurer une répartition plus équitable des ressources du continent afin de répondre aux aspirations d'un milliard de citoyens ;
2. Deuxièmement, les responsables politiques de l'UE doivent donner la priorité à leur engagement avec les migrants africains et les acteurs de la société civile afin de répondre aux enjeux de la gouvernance sur la migration Afrique/UE de manière plus nuancée. Ainsi, Bruxelles devrait veiller à ce que les voies légales de migration soient accessibles à un groupe plus large de migrants africains aux compétences diverses ;
3. Troisièmement, les responsables politiques de l'UE doivent reconnaître que la race et la migration sont étroitement liées dans la gouvernance migratoire. Le profilage racial, national et religieux des migrants cherchant à obtenir un statut légal dans l'UE devrait donc être fermement condamné et arrêté ;
4. Quatrièmement, les politiciens européens devraient souligner dans les discours publics, les contributions des migrants africains apportées à la société européenne et leur assurer un accès égal aux ressources et aux opportunités pour ces migrants. Les politiques devraient également être effectués sur la base de recherches fondées sur des données probantes.
5. Enfin, les gouvernements africains doivent reconnaître le rôle important joué par la diaspora dans le développement socio-économique de leurs pays, et fournir le soutien institutionnel et l'environnement favorable nécessaires à leur engagement et à leur participation au développement de leur continent.



“ Les politiciens européens devraient souligner dans les discours publics, les contributions des migrants africains apportées à la société européenne, et assurer un accès égal aux ressources et aux opportunités pour ces migrants. ”

TRAVAILLEURS MIGRANTS AFRICAINS DANS LES POUILLES, ITALIE, PENDANT LA RÉCOLTE DE TOMATES.

SOURCE DE L'IMAGE - The Washington Post
 CRÉDIT PHOTO - Alessandro Penso/OnOff Picture
 LIEN - <https://www.washingtonpost.com/news/in-sight/wp/2014/09/18/the-experience-of-african-migrant-workers-in-italy/?variant=116ae929826d1fd3>